



E N S E M B L E A U Q U O T I D I E N



ASTRE-EDA

ASTRE FIDUCIAIRE DE L'OUEST

STRATEGIE ET TRANSMISSION
SOCIAL ET RH
JURIDIQUE
CONSEIL
AUDIT

GESTION ET REGROUPEMENT ADMINISTRATIF DES CONTRATS EMPLOI SOLIDARITE (G.R.A.C.E.S.)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région d'Orléans et de Paris et de commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles

ASTRE Fiduciaire de l'Ouest

ZA Croix Saint-Mathieu
28320 GALLARDON

Tél. : 02 37 31 40 70

gallardon@astre-eda.com

ASTRE - EDA

Dreux, Gallardon,
Paris, Rouen,
Val de Reuil

Société par Actions Simplifiées au
capital de 210 000 euros
692 044 407 00124 RCS Chartres
N° identification intracommunautaire
FR 38 692 044 407
APE 6920Z

Siège social

ZA Croix Saint-Mathieu
28320 GALLARDON

Retrouvez-nous sur **LinkedIn**

www.astre-eda.fr



ASTRE·EDA
ASTRE FIDUCIAIRE DE L'OUEST

STRATEGIE ET TRANSMISSION
SOCIAL ET RH
JURIDIQUE
CONSEIL
AUDIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

**GESTION ET REGROUPEMENT ADMINISTRATIF
DES CONTRATS EMPLOI SOLIDARITE
(G.R.A.C.E.S.)**

Association loi du 1^{er} juillet 1901
4, Rue de Châteaudun
28100 Dreux

Mesdames, Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « G.R.A.C.E.S. », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société « G.R.A.C.E.S. » à la fin de cet exercice.

Fondement sur l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région d'Orléans et de Paris et de commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles

ASTRE Fiduciaire de l'Ouest
ZA Croix Saint-Mathieu
28320 GALLARDON
Tél. : 02 37 31 40 70
gallardon@astre-eda.com

ASTRE · EDA
Dreux, Gallardon,
Paris, Rouen,
Val de Reuil

Société par Actions Simplifiées au
capital de 210 000 euros
692 044 407 00124 RCS Chartres
N° identification intracommunautaire
FR 38 692 044 407
APE 6920Z

Siège social
ZA Croix Saint-Mathieu
28320 GALLARDON

Retrouvez-nous sur 

www.astre-eda.fr

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dreux, le 4 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
EXPERTS DEVELOPPEMENT AUDIT



Morgane Debouchaud

BILAN ACTIF du 01/01/2024 AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice au 31/12/2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice au 31/12/2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 884 €	4 884 €	0 €	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	15 218 €	14 922 €	297 €	1 211 €
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	20 102 €	19 805 €	297 €	1 211 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 125 €	4 350 €	15 774 €	34 332 €
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	0 €		0 €	2 907 €
Valeurs mobilières de placement	45 505 €		45 505 €	3 162 €
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 908 €		9 908 €	11 794 €
Charges constatées d'avance	1 973 €		1 973 €	3 237 €
Total II	77 510 €	4 350 €	73 160 €	55 432 €
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	97 612 €	24 156 €	73 456 €	56 643 €

BILAN PASSIF DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice au 31/12/2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice au 31/12/2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	-1 381 €	-12 380 €
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	49 401 €	10 999 €
Situation nette (sous total)	48 020 €	-1 381 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 845 €	8 447 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 591 €	26 749 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0 €	22 592 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	0 €	236 €
Total IV	25 436 €	58 024 €
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	73 456 €	56 643 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice au 31/12/2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice au 31/12/2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	161 155 €	427 038 €
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	107 979 €	161 136 €
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 310 €	4 732 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0 €	1 €
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	270 444 €	592 907 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	19 287 €	19 593 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 665 €	11 889 €
Salaires et traitements	187 750 €	527 467 €
Charges sociales	10 011 €	21 532 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	914 €	1 653 €
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3 €	0 €
Aides financières		
Autres charges		
Total II	221 631 €	582 134 €
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	48 813 €	10 772 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	588 €	226 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	588 €	226 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice au 31/12/2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice au 31/12/2023 (selon ANC 2018-06)
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0 €	0 €
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	588 €	226 €
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	49 401 €	10 999 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0 €	0 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0 €	0 €
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	271 032 €	593 133 €
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	221 631 €	582 134 €
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	49 401 €	10 999 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : GRACES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est égal à 73 456 Euros
 et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un Résultat positif de 49 401 Euros
 L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17 juin 2025 par les dirigeants de l'association

Règles Générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 du 05/12/2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Suite à l'obligation de respecter les modalités prévues par le règlement ANC n°2018-06 (remplaçant le règlement CRC n°1999-01), la présentation du bilan et du compte de résultat a été modifiée.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés directement aux coûts d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de transport : 4 à 5 ans

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de la clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Présentations de la dette pour congés payés relatifs aux contrats aidés

Le montant total de cette dette est comptabilisé selon le schéma suivant

Bilan	actif	Autres créances	Couverture de la dette par une subvention à recevoir
	passif	Dettes fiscales et sociales	Dettes de l'association
Compte de résultat	produits	Subvention d'exploitation	Couverture de la charge par une subvention à recevoir
	charges	Charges de personnel	Charges de l'association

Perspectives d'avenir

Perspectives pour l'Association face à l'accroissement de ses activités

L'augmentation sensible du nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers notre association traduit une reconnaissance accrue de notre expertise, mais engendre également de nouveaux défis. Cette dynamique impose à notre structure d'adapter son organisation pour continuer d'assurer un accompagnement de qualité, personnalisé et efficace.

Dans cette perspective, le recrutement d'un nouvel agent constitue une étape stratégique.

Un renfort humain permettra :

- D' améliorer la qualité d'accompagnement.
- De développer de nouvelles actions, collectives et individuelles adaptées aux besoins émergents.

- D'assurer la pérennité de nos engagements en maintenant un niveau d'exigence élevé dans nos interventions malgré l'augmentation des sollicitations.

- De renforcer notre capacité d'innovation, en expérimentant de nouvelles approches et en participant à des projets pilotes portés par les collectivités ou les services de l'Etat.

A plus long terme, cet ajustement organisationnel positionne l'Association comme un acteur clé de l'insertion sociale et professionnelle sur son territoire, prêt à répondre aux évolutions des politiques publiques et aux attentes des partenaires institutionnels.

Ce développement maîtrisé de notre équipe est donc non seulement une réponse aux besoins actuels, mais aussi une opportunité d'affirmer notre rôle et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir de l'Association.

L' Association envisage d'élargir ses missions en développant des services d'accompagnement comptable et de communication. Cette orientation répond à un besoin croissant d'appui structurant pour les structures adhérentes, notamment les petites associations ou les porteurs de projets qui manquent souvent de compétences internes dans ces domaines.

D'un côté, l'accompagnement comptable permettrait de garantir une meilleure gestion financière, une transparence accrue et une conformité avec les exigences réglementaires.

De l'autre côté, le développement d'un pôle communication offrirait une aide précieuse à la valorisation des actions des bénéficiaires. L'Association pourrait fournir des conseils stratégiques, une assistance à la création de supports, ou encore à la gestion d'image. Cela permettrait aux structures soutenues de mieux faire connaître leur activité, d'attirer de nouveaux publics et de renforcer leur ancrage territorial.

Ces deux axes de développement ouvrent la voie à de nouvelles collaborations, à un élargissement du réseau des partenaires, mais aussi à une montée en compétences de l'équipe associative. A terme, cela pourrait positionner l'Association comme un acteur central de l'accompagnement des structures locales, avec une offre de services complète, adaptée et durable.

IMMOBILISATION

Association GRACES

Durée de l'exercice en nombre de mois

12

Euros

IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentation Acquisitions, créations apports et virements de poste à poste	Diminutions		Valeurs brute des immobilisations à la fin de l'exercice
			Par virement de poste à poste	Par Cession à des tiers ou mises hors services résultant d'une mise en équivalence	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et de développements					
Autres Postes d'immobilisations incorporelles	4 884				4 884
Total Immobilisations incorporelles (I)	4 884	-			4 884
Immobilisations Corporelles					
Terrains					
Constructions	Sur Sol Propre				
	Sur Sol d'Autrui				
	Installations générales, agencement et aménagts				
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres Immobilisation corporelles	Installations générales, agencement et aménagts	1 512			1 512
	Matériel de Transport				
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 706			13 706
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisation corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total Immobilisations corporelles (II)	15 218				15 218
Immobilisation Financières					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autre immobilisation financières					
Total Immobilisations Financières (III)					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	20 102	-			20 102

AMORTISSEMENTS

Association GRACES

Durée de l'exercice en nombre de mois : 12

EUROS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATION INCORPORELLES				
Frais d'établissement, de recherche et de développements				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 884			4 884
Total immobilisations incorporelles (I)	4 884	0		4 884
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagts.*				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements et aménagts.*	1 260	202		1 462
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 748	712		13 460
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles (II)	14 008	914		14 922
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Total immobilisations financières (III)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	18 891	914	0	19 805

CAPITAUX PROPRES & PROVISIONS

Association GRACES

Durée de l'exercice en nombre de mois : 12

EUROS

LIBELLE DU COMPTE	Montant du début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droits de reprise	-12 380	10998,55		-1 381
Ecart de réévaluation (2)				
Réserve légale (3)				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (3)				
Autres réserves				
Report à nouveau				
RESULTAT D'EXERCICE (bénéfice ou perte)	10 999	49 401	-10 999	49 401
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL GENERAL	-1 381	60 400	-10 999	48 020

PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges enregistrent les indemnités de fin de carrière à échéances inférieures à 24 mois

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERES

Les indemnités de fin de carrière non provisionnées s'élèvent à 9 K€. charges comprises

ECHEANCE DES CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont une échéance inférieure à un an

FONDS DEDIES**Association GRACES**

Durée de l'exercice en nombre de mois : 12

EUROS

RESSOURCES	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation encours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D=A-B+C
Total	-	-	-	-	-